

COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 14 Juillet 1979

N° 19

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

LES CAPITALISTES ONT TROUVE UNE JUSTIFICATION A LEUR INFLATION : LA HAUSSE DU PRIX DU PETROLE.

Selon Barre et Giscard, secondés par les grands moyens d'information, les loyers, les prix industriels augmentent parce que le prix du pétrole croît. Et ils nous prédisent pour le mois d'août de nouvelles augmentations sur l'essence, et bien d'autres hausses, sous prétexte que la semaine dernière les représentants des pays producteurs de pétrole (OPEP) ont décidé d'élever leurs prix. Comme la plupart des pays producteurs de pétrole sont des pays arabes, cette propagande permet aux racistes de rejeter sur les travailleurs arabes la hausse des prix.

Donc si on écoute les capitalistes et les représentants de l'état en France, la hausse des prix n'est due qu'à la hausse du prix du pétrole. Mais si, on compare l'évolution des prix des produits manufacturés et celle du prix du pétrole, on s'aperçoit que les prix des produits manufacturés se sont accrus bien plus vite que celui du pétrole, ces dix dernières années.

Comme l'argent provenant de la vente du pétrole sert aux pays de l'OPEP à acheter des produits manufacturés, cette évolution des prix favorise les pays occidentaux qui les fabriquent. En effet si la vente, il y a dix ans, d'une certaine quantité de pétrole, permettait aux pays arabes d'acheter dix tracteurs, aujourd'hui avec la même quantité de pétrole ils ne peuvent plus acheter ces dix tracteurs.

A cause de l'inflation, l'évolution des prix du pétrole et des produits manufacturés défavorise les pays de l'OPEP. Ce n'est pas la hausse du prix du pétrole qui occasionne l'inflation, mais les gaspillages des bourgeois occidentaux (la guerre du Vietnam pour les Américains, les grandes manoeuvres militaires et le Concorde pour l'Europe par exemple).

En outre, sur le prix d'un litre d'essence seul s 5ème environ revient aux pays producteurs, et une somme infime est destinée aux pompistes. Le reste est empoché par les capitalistes des grandes compagnies pétrolières et par l'état français.

Ceux qui provoquent la hausse du prix des carburants, c'est à dire de l'essence, du gas oil, du mazout, ce sont donc les capitalistes de l'état et certainement pas les pays producteurs de pétrole.

Par ailleurs ils prétendent que la production de pétrole n'arrive pas à subvenir à la demande. Mais ce sont les capitalistes qui ont abandonné toutes les autres sources d'énergie pour le pétrole. Ils ont construit anarchiquement, usines et machines consommant d'énormes quantités de pétrole.

La crise actuelle du système capitaliste et l'inflation qui l'accompagne n'ont pas comme cause la hausse du prix du pétrole. La propagande actuelle sert aux gouvernements capitalistes et en particulier au gouvernement français pour rejeter sur d'autres leurs propres responsabilités dans l'actuelle crise.

DUCOS: UNE JEUNE FILLE TUE SON PERE EN PROTEGEANT SA MERE

LA VIOLENCE A DOMICILE



ESCLAVE SALARIEE - ESCLAVE DOMESTIQUE

Une jeune fille de 18 ans frappe son père de plusieurs coups de couteau et le tue.

Pénible affaire diront les enquêteurs!
«Un drame à Ducos».

La fille est devenue meurtrière de son père pour défendre sa mère. Elle a donné assistance à celle-ci alors que le père l'attaquait et la frappait déjà de coups de coutelas.

Affaire de meurtre! Affaire courante et banale dans le climat de violence permanent qui règne dans les campagnes et les bidons-villes autour de Fort de France et de Pointe à Pitre.

Dans les pays colonisés, disait Fanon, la violence du colonisé se retourne bien souvent contre lui-même. Il n'y a dans ce pays que désespérance et déséquilibre pour bien des individus. La violence échappe comme des bulles qui crèvent à la surface d'une matière en fusion.

La masse est en fusion et retourne contre elle-même ses effets de fournaise, d'où la multitude de crimes, d'attaques au coutelas, de bagarres meurtrières au sortir des

«débits de boissons et spiritueux» !

La violence est partout dans cette société. Mais elle ne se dirige que rarement contre ceux, les maîtres du système, qui contraignent les gens à vivre dans des rapports déterminés.

Un pauvre bougre de gardien d'usine qui a fait porter neuf gosses à sa femme, dirige ses coups contre celle-ci. Qui sait quelles humiliations il a subies au service des «bé-kés» du Lareinty et d'ailleurs pendant ses trente ou quarante ans de vie d'exploité!

La femme est là pour que les exploités hommes se vengent de leurs humiliations. Et qu'on ne vienne pas nous dire que cela change ou que cela n'existe plus; qu'on ne parle pas «d'exagérations».

Les travailleurs agricoles sont ouvertement outrageusement humiliés par les contremaîtres, gérants et autres patrons...

Les travailleurs en général sont considérés comme des citoyens de seconde zone.

La fierté ne peut se retrouver que dans les luttes contre les exploités. Mais ces luttes ne sont pas organisées par les partis et les organisations qui se réclament des

travailleurs. Les travailleurs sont livrés à l'individualisme, à l'alcoolisme, au désenchantement ou à la brutalité contre qui est plus faible qu'eux.

La femme parmi les exploités est au-dessous de l'homme exploité. Les exploités trouvent encore au-dessous d'eux quelqu'un qui peut être plus opprimé qu'eux. La hiérarchie est sans limite vers le bas. A l'extrême richesse du haut de cette hiérarchie correspond l'extrême pauvreté et l'extrême domination d'autres, de milliers d'autres vers le bas.

Ainsi l'homme exerce contre sa femme toute la violence et la hargne qu'il ne dirige pas contre ses exploités.

La société lui assure une morale pour justifier son bon droit à dominer les femmes et donc à les battre. L'esclave au foyer porteuse d'enfants, domestique et souffre-douleur, sert de dérivatif à l'esclave salarié du capital et lui fait ignorer sa condition.

La brutalité des hommes qui battent les femmes n'est pas irrémédiable. Mais elle ne peut être combattue qu'en offrant aux exploités - à tous les exploités - la possibilité de canaliser et d'organiser la violence qui les habite contre leurs oppresseurs.

L'émancipation de l'homme ne peut s'accomplir en maintenant l'inégalité entre les femmes et les hommes.

Les hommes exploités, humiliés, doivent être détournés de la violence anti-féminine. L'idéologie quotidiennement véhiculée sur la supériorité du mâle doit être aussi à tout instants combattue.

L'éducation devrait être pour les travailleurs une préparation à la lutte. Ce devrait être la tâche des organisations syndicales de combattre ces habitudes et ces idées chez les travailleurs, de la même façon qu'on doit y combattre le racisme ou l'alcoolisme.

Les exploités ne peuvent être divisés contre eux-mêmes. Le déchirement qui atteint aujourd'hui cette famille de pauvres ou le meurtre a semé un relent de panique et de désespoir, doit nous convaincre que le temps des femmes battues doit être révolu.

Frères et soeurs de combat : Voilà ce que nous voulons être dans un combat pour notre dignité.

Et cela se gagne.

G:R

GUADELOUPE : FERMETURE D'USINES NE PAS TOLERER LE CHANTAGE

Supputations, tractations, démarches, chantage, se poursuivent à propos des fermetures des usines Darboussier, Blanchet et de la distillerie de Bonne-Mère. Les conseillers généraux font mine de s'agiter, le préfet s'est envolé pour la «mère patrie», les capitalistes maintiennent leur position; nous fermons à moins que les banques consentent au prêt réclamé. Les banques auraient-elles vraiment refusé? Sont-elles de même avec les capitalistes pour le chantage à la subvention de l'état? Tout est possible. Il s'agit d'affaires de gros sous et les dessous de ces affaires-là sont multiples et

complexes, et de ces dessous dépend le sort de près de 2500 travailleurs.

Le préfet s'est envolé pour la France et encore une fois, si des décisions sont prises elles le seront à 7000 kms. C'est en définitive des discussions entre le gouvernement et le groupe Empain, principal actionnaire de ces usines, dans les salons des résidences, que le sort de milliers de travailleurs dépendra. Le gouvernement colonial ne fera en définitive que ce que cet important groupe capitaliste, l'un des plus puissants de France, voudra.

Les travailleurs des Antilles sont ainsi

livrés pieds et poings liés au grand capital européen qui décide de leur sort; et cela depuis des années et des années. C'est cela l'impérialisme. C'est cela qu'il faut combattre.

Bien sûr dans l'immédiat la plupart des travailleurs sont prêts à entamer des actions pour que les usines restent ouvertes, et le Parti Communiste Guadeloupéen commence une petite campagne pour le maintien des usines. Les travailleurs menacés devront recevoir le soutien de toutes les organisations

(suite page 3)

FORT-DE-FRANCE : L'AFFAIRE DES JEUNES EMPRISONNES

LA MORT DE CHLOE LE SILENCE DES AUTORITES

Plus les jours passent, plus les soupçons relatifs au faux suicide de Chloë se confirment.

En effet, le lourd silence que laissent planer les autorités judiciaires et pénitentiaires, en dit long sur la bonne conscience de tous ces gens-là.

Les faits suspects s'accumulent.

Pourquoi le rapport d'autopsie, après plus de trois semaines, n'a-t-il toujours pas été rendu public ? Pourquoi l'avocat de Chloë, Me Michaux, ne peut-il l'avoir en main.

Pourquoi la cellule dans laquelle, selon les autorités, Chloë s'est pendu, est-elle invisible ? Pourquoi personne ne peut la visiter ? Que veut-on cacher ?

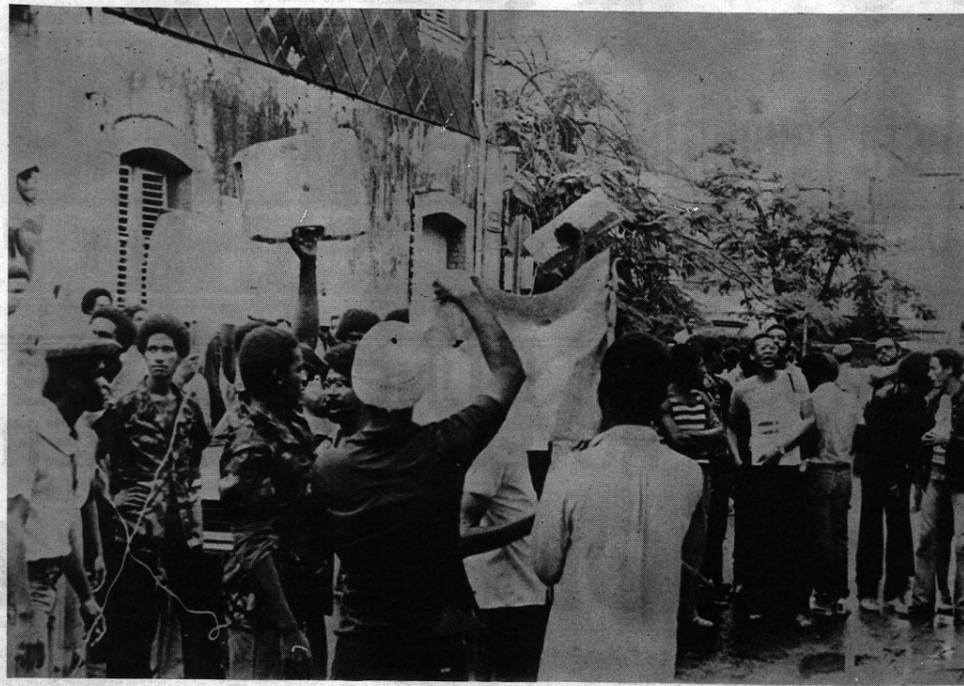
Pourquoi la corde qui a, toujours selon les mêmes autorités, servi à la pendaison, est-elle sous scellés ? Pourquoi ne peut-on la voir et constater la façon dont elle a été fabriquée et dont elle a servi au prétendu suicide ? N'est-ce pas que cette preuve est inexistante ?

Enfin pourquoi cache-t-on soigneusement le fait que Chloë avait déjà été gazé dans la prison dans la semaine précédente sa mort, Pourquoi ne révèle-t-on pas au grand jour que depuis les mutineries dans les prisons françaises il est devenu courant de mater les détenus en leur envoyant des gaz lacrymogènes, qui ne laissent pas de traces comme les coups, mais qui réduisent les victimes à l'impuissance ? Pourquoi ne dit-on pas que cette méthode était couramment employée à la prison de Fort de France.

Ces silences, ajoutés à tous les mystères non élucidés sur les circonstances exactes, dans le temps et dans les lieux, de la mort de Chloë, ne peuvent signifier qu'une chose. C'est que les responsables de la prison, la justice, et tous ceux qui les couvrent, n'ont aucun intérêt à ce que la vérité soit étalée aux yeux de tous. Ils jettent un voile sur les événements, brouillent les pistes camouflent les indices, font traîner les choses en longueur dans l'espoir que l'opinion publique se lassera bientôt d'attendre que surgisse la vérité. Ils mènent une guerre d'usure et ont l'intention d'enterrer l'affaire à plus ou moins long terme, dès qu'ils sentiront que la vigilance du public se relâche. D'ailleurs, pour eux cette affaire est déjà classée. Seule la mobilisation actuelle les contraint à ruser et à dissimuler pour éviter de donner des réponses précises aux questions que pose la population.

COMITE DE SOUTIEN :

L' ACTION CONTINUE !



Mercredi 4 une centaine de manifestants, à l'appel du Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés, se sont retrouvés devant les grilles de FR3. Ils ont pénétré dans les studios de la station pour exiger qu'un communiqué sur l'affaire des jeunes et la mort de Chloë soit lu au journal parlé de 19 h30 à la télévision. Car depuis presque deux mois que se succèdent meetings, manifestations, tracts, articles, FR3 n'a jamais fait allusion à ce qui fait réellement l'actualité à la Martinique : l'emprisonnement des jeunes et le prétendu suicide de Chloë.

La réponse de la direction de FR3 a été rapide. Préférant priver les spectateurs de télévision plutôt que de diffuser la communiqué, elle a fait couper les émissions pendant deux heures et a appelé les forces d'intervention. Celles-ci sont arrivées presque immédiatement sur les lieux : policiers

Mais nous devons savoir toute la vérité. Le pouvoir colonial voudrait faire de l'affaire Chloë le même étouffoir qu'il a fait avec l'affaire Mirval, l'affaire Nouvet, ou bien Ilmany Marie-Louise. Mais cette mort sera élucidée, et si comme tout le monde pense aujourd'hui, Chloë a été assassiné dans sa prison et son crime maquillé en suicide, la vérité devra tôt ou tard éclater !

d'abord, «pumas» ensuite, ces derniers en nombre considérable (huit cars), pistolets mitrailleurs et fusils en mains, devant les manifestants désarmés.

Le général Lagarde, commandant en chef de l'armée de terre, présent dans les studios puisqu'il devait passer au journal télévisé, prit la fuite prestement devant l'afflux des manifestants, accompagné par le général MALDAN et le colonel MONROC qui n'en menaient pas large. Il senti sans doute le vent de la colère qui animait les jeunes envahissant FR3 et il préféra s'éclipser discrètement... Retraite peu glorieuse pour un général de cinq étoiles, commandant l'armée française dans l'hexagone et les colonies et qu'une poignée de manifestants inattendus fait s'enfuir comme un vulgaire lapin.

L'occupation des locaux dure environ deux heures, tandis que la direction de FR3 restait sur sa position et que le commissaire CREPIN menaçait de faire évacuer la station par la force. Finalement un compromis fut passé : Les manifestants acceptaient de sortir, mais accompagnés des journalistes présents pour garantir qu'on ne les molesterait pas à la sortie. Ils quittèrent alors les lieux et se dispersèrent sous l'oeil vigilant et menaçant des pumas en alerte.

Un peu plus tard une centaine de gens arrivèrent devant FR3. C'étaient des spectateurs du Festival de Fort de France qui, alertés par des manifestants descendus dès l'arrivée des forces de répression arrivaient à la rescousse du comité de soutien. Mais tout était déjà fini. Leur mobilisation spontanée montre cependant que l'action du Comité de Soutien rencontre l'adhésion et la sympathie de la majorité de la population.

C'est d'ailleurs ce que comprit certainement le pouvoir qui préfère négocier plutôt que d'intervenir brutalement, comme il a l'habitude de le faire. Et ceci d'autant plus que la direction de FR3 avait réussi à refuser le passage du communiqué.

Bien sûr, les manifestants n'ont pas pu se faire entendre sur le petit écran. Mais toute la population a été cependant informée de leur action et de la cause qu'ils défendent, et c'est cela l'important.

Le vendredi 6, dans la matinée, c'est devant le tribunal que les jeunes et le Comité de Soutien s'étaient donné rendez-vous. En effet les emprisonnés passaient devant le juge d'instruction. Une centaine de personnes étaient présentes. La police aussi, ainsi que les renseignements généraux.

A leur sortie du tribunal et avant de monter dans le car de police qui les attendait, les six jeunes furent acclamés et encouragés par la foule qui criait : «Nou la épi zot ! Tchimbé raid, pa molli!»

Visiblement les prisonniers se sentaient reconfortés.

On apprendra par la suite que leurs dossiers étaient vides, ce dont tout le monde se doutait déjà.

Le samedi, une manifestation dynamique fait le tour de la prison et lance des appels de solidarité. Les détenus parviennent à lancer des messages aux manifestants.

Le début de cette semaine a été marqué par une série de meetings et de prises de parole à Fort de France et dans les communes.

La mobilisation continue et le Comité de Soutien est bien décidé à arracher la libération des jeunes et à faire la lumière sur la mort tragique de Chloë.

C. G

GRAND-RIVIERE: AGRESSION DES GENDARMES CONTRE LA POPULATION

Le mercredi 6 vers 22 H, dans le bourg de Grand-Rivière, six à huit gendarmes débarquent, venant de Lorrain et de Basse Pointe, et se précipitent vers un groupe de jeunes gens rassemblés dans la rue autour de quelques tambours. Ces gendarmes sont accompagnés de trois conseillers municipaux de la commune, qui les ont appelés sur les lieux pour appréhender les jeunes, dont la musique les gênait.

Ils interpellent les jeunes : contrôle d'identité. Ceux-ci sortent leurs papiers, mais l'un d'eux demande la raison de ce contrôle intempestif à heure de la nuit. Outré par le fait qu'un des jeunes se soit permis de demander des comptes, un des conseillers municipaux présents, un certain Romuald Rémiilien, désigne ce jeune homme comme le «major» et dit aux gendarmes de le saisir.

Une bousculade s'ensuit, dans laquelle le jeune homme voit sa chemise déchirée par les gendarmes. Il parvient à s'enfuir mais est poursuivi par les gendarmes. Il se précipite chez lui, tente d'ouvrir la porte. A ce moment, les gendarmes lui tombent dessus.

Son père malade qui regardait la télévision, sort précipitamment en entendant ce vacarme. Les gendarmes le brutalisent au point qu'il a deux côtes fêlées. L'un d'eux lui braque un pistolet au visage. Ce geste fait sortir la balle qui y était déjà déclenchée. Ce qui signifie que le gendarme poursuivait le jeune homme avec son pistolet déjà armé et donc prêt à tirer. Le jeune homme pouvait à tout moment recevoir une balle dans le corps.

La mère et les trois filles sortent de la maison et se portent au secours du père et du fils. Les voisins alertés accourent. Devant le nombre et la colère des habitants les gendarmes et les trois conseillers municipaux se retirent.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Deux jours plus tard le jeune homme fait de l'auto-stop à la sortie du bourg de Lorrain. Une voiture de gendarmes passe, va à la gendarmerie, ressort et s'arrête devant lui. Six gendarmes le saisissent et le font monter dans la voiture. Ils l'emmenent à la gendarmerie de Trinité.

De là il est transféré à Fort de France où les gendarmes le font passer devant le

procureur pour «flagrant délit». Mais heureusement sa mère a eu le temps de contacter un avocat. Sur l'intervention de celui-ci on le relâche. Cependant il ne bénéficie pas d'un non lieu, ce qui veut dire que son affaire n'est pas «classée» et qu'il peut y avoir encore à tout moment des poursuites contre lui.

Un juge, sans le savoir, donnera la clef de toute l'histoire. En effet, avec l'arrogance et l'assurance de leur impunité que ressentent ici les magistrats racistes, serviteurs du pouvoir colonial, ce juge déclare à la mère du jeune homme : «cela doit vous servir de leçon car votre fils fait voter communiste».

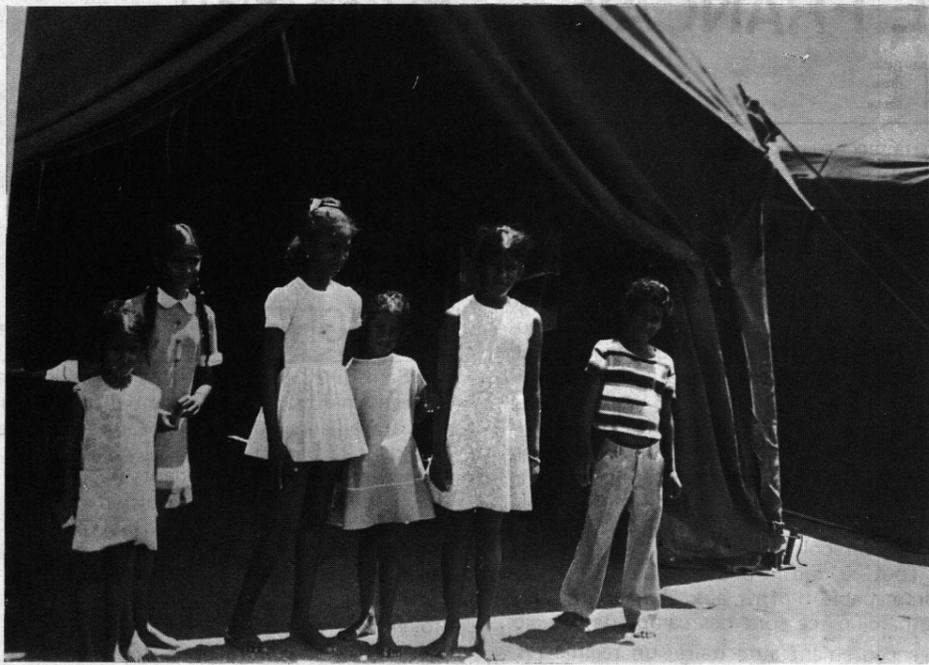
Et l'on apprend en effet que c'est parce que le jeune homme aurait voté ostensiblement pour la liste de Marchais-Vergès aux dernières élections, dans le bureau même où se trouvait le maire (de droite) Forestal et ses conseillers municipaux, que ces derniers, et notamment Romuald Rémiilien, le plus acharné, ont appelé les gendarmes le mercredi soir, sous le prétexte que lui et ses camarades faisaient du bruit avec leurs tambours.

Les gendarmes auraient pu tuer ce jeune. Ils ont blessé son père. Ils étaient prêts à embarquer ses camarades s'ils n'avaient eu leurs papiers d'identité sur eux.

Ainsi tout citoyen, surtout s'il est jeune peut aujourd'hui se retrouver en prison ou à la morgue, sans avoir pour cela commis quelque crime ou même quelque délit. Il suffit d'être la cible des gendarmes ou de quelques valets locaux en cheville avec eux comme ces conseillers de Forestal, pour être traîné devant un tribunal de juges racistes, jeté en prison ou bien même assassiné.

L'affaire des six jeunes emprisonnés et de la mort de Chloë ne constitue donc pas une exception, une bavure de la gendarmerie et de la justice. Car ces faits se reproduisent, comme cela a été le cas à Grand-Rivière.

La protestation qui s'est élevée pour les jeunes emprisonnés doit s'élargir et empêcher que de tels faits n'aient encore lieu ailleurs. Seules la colère et la volonté de lutte des jeunes et des travailleurs peuvent faire reculer les gendarmes, les juges, leurs complices et leurs maîtres. Car c'est le seul



QUE DE SACRIFICES POUR LES ENVOYER EN COLONIES !

GUADELOUPE : ... "LES JOLIES COLONIES DE VACANCES"... C'EST TRES CHER !

Les vacances scolaires sont l'occasion pour de nombreux enfants soit de partir en colonie de vacances soit de fréquenter les centres aérés.

En ce qui concerne les colonies de vacances les enfants ont le choix entre deux possibilités : ou aller dans un centre sur place et dans les dépendances (Dominique, Martinique) , ou partir.

L'organisation des colonies échoit à l'UFOVAL qui est l'organisme de la Fédération des oeuvres laïques chargé des vacances et des loisirs.

Pour bénéficier d'un séjour dans un centre de vacances , les tarifs sont les suivants :

- Enfants de 6 à 12 ans : 42 F 25 par jour
- Adolescents de 13 à 16 ans : 45 F 25 pour les centres à gestion guadeloupéenne.

A ces frais journaliers il convient d'ajouter le prix du transport pour les enfants qui se rendent dans les dépendances ou à l'étranger.

Après déduction de l'aide du FASSO qui s'élève à 5 F par jour et de celle du département qui est de 5 F 25, la participation des familles revient à 32 F pour les enfants de moins de 12 ans et de 35 F pour ceux de 13 ans et plus.

Sur la base de ces tarifs un séjour de trois semaines coûte respectivement par enfant 672 F et 735 F. Il faut ajouter pour ceux qui prennent l'avion le prix du billet. Un séjour en Martinique revient au plus bas prix à plus de 800 F.

Même pour ceux qui bénéficient d'une aide de la caisse d'allocations familiales ce n'est pas moins de 450 F voyage non compris qu'il faut verser par enfant.

Ces différents tarifs parlent d'eux-mêmes. Les centres de vacances coûtent fort cher aux parents. Si les familles peuvent faire l'effort pour un enfant, il leur est difficile de payer des vacances à 2 ou 3 enfants. Dans ces conditions il n'est point étonnant que les familles qui peuvent offrir des loisirs organisés à leurs enfants se retrouvent pour la plupart parmi celles qui disposent déjà de revenus moyens et réguliers. Cela est encore plus vrai s'agissant des centres organisés dans les dépendances et à l'étranger.

Ainsi tous les enfants dont les parents touchent le SMIC ou qui sont au chômage sont tout simplement privés de ces centres de loisirs quand ils ne sont pas aidés par leur municipalité.

GUADELOUPE :

LA DES...ORIENTATION SCOLAIRE

400 élèves qui n'ont pu être scolarisés ni dans un lycée général ni dans un L.E.P. Le dossier scolaire de ces élèves sera tout simplement renvoyé dans leur établissement d'origine. Pourquoi faire ? On se le demande !

Car la situation dans les collèges est déjà suffisamment critique pour qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'accueillir ces élèves rejetés du second degré long ou court, faute de places.

Quant aux élèves qui ont eu la chance d'être pris en seconde ou en 1ère année de BEP ils ne l'ont pas toujours été selon leurs propres vœux.

Ainsi certains élèves qui réclamaient une seconde AB se retrouvent toujours pour raison de places, dans une seconde A. D'autres qui avaient été proposés pour un BEP se retrouvent dans une seconde A ou AB.

Enfin pour éviter qu'un nombre trop grand d'élèves ne soit jeté à la rue, l'affectation en seconde a été faite sur la base de 35 élèves par classe.

C'est à dire que pour tous les élèves les conditions de travail seront fort mauvaises au cours de la prochaine année scolaire.

Comment s'étonner après que les échecs scolaires soient élevés ?

C'est à un véritable gâchis de la jeunesse que se livre le pouvoir colonial aux Antilles.

Les élèves, les parents, les enseignants qui eux aussi ont leur mot à dire, seront-ils les spectateurs passifs des méfaits du colonialisme vis à vis de la jeunesse scolarisée ou s'y opposeront-ils avec détermination ?

A la fin du mois de juin s'est réunie à Pointe à Pitre la commission d'affectation des élèves de 3ème des collèges.

C'est cette commission qui, regroupant les chefs d'établissement, les personnels du Vice-Rectorat et des professeurs, est chargée tout particulièrement d'orienter les élèves de 3ème soit vers un lycée d'enseignement général, soit vers un lycée d'enseignement professionnel.

Comme chaque année l'affectation de tous les élèves n'a pas été possible. Faute de places notamment dans les lycées d'enseignement professionnel, ce sont environ

EDF, PTT, AIR FRANCE, TAG, ... UN PEU DE RESPECT POUR LES USAGERS

Les coupures d'électricité sur le réseau EDF Guadeloupe sont devenues chose courante. A chaque jour sa, ses interruptions de distribution électrique.

On imagine facilement les désagréments ou même les dangers qu'une telle désinvolture de l'EDF entraîne pour les usagers.

Désagréments pour l'auditeur de radio ou le spectateur de télévision, qui n'entend ni ne voit plus rien pendant quelques minutes ou parfois pendant une soirée ou une matinée.

Désagréments pour tous ceux qui se livrent à des travaux domestiques avec des appareils électriques (lessive, nettoyage etc)

Enfin ces coupures intervenant n'importe où et à n'importe quelle heure crée une irritation générale. On ne sait jamais si les travaux ou l'activité de détente qu'on entreprend ne seront pas brutalement interrompus par une coupure de courant.

Ce qui est remarquable, c'est l'aplomb avec lequel la direction de l'EDF se lave elle-même de tout péché. Et c'est la vieille rengaine sur l'accroissement inconsidéré des demandes, c'est aussi le couplet sur les usagers qui consommeraient de façon trop indisciplinée.

Remarquons d'ailleurs que les grands moyens d'informations, Radio, télévision et presse écrite qui s'étaient acharnés pendant la grève des employés de l'EDF à les accuser de porter atteinte à l'économie du pays, de faire du tort aux usagers etc... sont maintenant le bec clos sur les coupures quotidiennes de l'EDF.

Car là c'est la direction de l'EDF et c'est la politique du gouvernement en matière énergétique qui est en cause.

Là dessus les informateurs qui bavaient d'indignation lors des grèves sont maintenant plus circonspects. Pourtant ce n'est pas difficile de comprendre que c'est le manque de personnel qui affecte le fonctionnement de la centrale de même que l'insuffisance de moyens.

Lorsque le personnel est trop peu nombreux, cela entraîne un ralentissement dans la mise en état de marche des groupes fournissant l'électricité. On est alors obligé de fournir le même nombre d'abonnés avec moins de machines en état.

Mais ces choses simples à comprendre évidentes, la presse les cache et la direction de l'EDF tente de les embrouiller.

Il reste qu'à l'EDF comme dans TOUS les services publics, on se fout des usagers. Ceux-ci sont sans aucune garantie et même aucun recours contre les services dont les bureaux sont tout puissants et considèrent que les usagers ont toujours tort. Le mépris de ceux qui dirigent l'EDF pour le public apparaît aujourd'hui en pleine lumière, (si l'on peut dire !), mais c'est tous les services publics qui ont cette attitude : nous n'en voulons pour preuve que cette attitude de la Compagnie de transport AIR FRANCE qui refuse un soir de transporter des passagers de Martinique en Guadeloupe sous prétexte qu'ils n'étaient que 4 à voyager.

Et on pourrait aussi parler de toutes ces files d'attente longues et pénibles pour payer son électricité ou son eau. On pourrait aussi parler de l'accueil fait aux usagers dans ces bureaux.

Il y a aussi la difficulté qu'on rencontre si l'on veut contester les affirmations de tel ou tel organisme public, ou si l'on veut présenter des réclamations sur la qualité des services rendus.

Mais si de nombreuses personnes en ont assez de cette désinvolture et quelquefois du mépris affiché envers les usagers, il faut bien dire que rien n'a été fait jusqu'ici pour les combattre.

Il serait temps de mettre sur pied une organisation des usagers des services publics réclamant à la fois le respect de l'utilisateur, la possibilité de recours contre les services en question et l'amélioration des services rendus.

Nous ferons tout pour cela et nous lançons ici un appel à tous ceux qui ne veulent plus être traités comme de simples « cochons de payants ». Ceux qui le veulent peuvent nous contacter directement sur nos points de vente Il faut mettre sur pied des associations d'usagers partout.

Avec elles une lutte pourra s'engager pour le respect des usagers des services publics et pour l'amélioration de ceux-ci.

FERMETURE D'USINES

suite de la page 1

politiques et syndicales qui militent en leur sein, cela c'est certain. Mais si ce combat là est nécessaire et doit se mener quotidiennement, car il rejoint le combat contre tous les licenciements, contre la crise que les capitalistes veulent faire payer aux travailleurs, il n'est pas pour autant suffisant.

Le pouvoir colonial et la rapacité des capitalistes mettent les travailleurs guadeloupéens dans une situation chaque jour un peu plus désespérée. C'est une solution politique hardie qu'il faut opposer à cela. Cette solution politique c'est la fin de la dépendance coloniale, la disparition des capitalistes et la prise en main de leurs affaires par les travailleurs guadeloupéens eux mêmes, les grands partis de la classe ouvrière et en particulier le parti communiste, ne la veulent pas résolument.

Car enfin, face à une telle arrogance, une telle hypocrisie, face à une telle épée de Damoclès brandie sur la tête de près de 2500 travailleurs, après la fermeture de tant d'usines, la mise au chômage de tant de travailleurs des champs et des usines, quelques prises de parole, quelques graffitis quelques déclarations ne suffiront pas si le danger de fermeture devenait plus pressant. Alors il faudrait mobiliser des milliers de travailleurs dans les rues. C'est une protestation, un cri immense dans tout le pays qui devrait s'entendre.

Qu'on ne nous dise pas que les travailleurs ne sont pas prêts à se battre. Les grandes organisations de la classe ouvrière, sont aussi comptables de la démobilisation qui existe au sein des entreprises et d'une certaine démoralisation de la classe ouvrière, car cette passivité ils l'entretiennent depuis bien des années.

La lutte résolue contre le pouvoir colonial et la hargne capitaliste, ne peut aboutir à un succès que si les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients s'arment d'une organisation politique révolutionnaire, créent des groupes révolutionnaires dans les entreprises, bousculent les directions syndicales, secouent les vieux dirigeants ou les jeunes bureaucrates pour les aiguillonner, les faire aller de l'avant ou les démettre.

Il est temps que dans ce pays se forge une avant-garde combattive qui d'abord mettra un frein à la liberté entière d'action dont bénéficient les capitalistes et les colonialistes dans ce pays, et dans un deuxième temps les balaira de la scène.

Il faut préparer ce mouvement révolutionnaire, qui permettra que se crée ici un état débarrassé des Claverie et des Empain des Maillard, un état indépendant du colonialisme français et dirigé par les travailleurs.

GUYANE : QUAND L'IMPERIALISME FRANÇAIS DONNE DES LEÇONS D'HUMANITE



Manifestation anticolonialiste pour la libération des militants emprisonnés -1975-

Le conseil général de la Guyane s'est prononcé en majorité contre le projet du Comité d'Entraide aux réfugiés du Vietnam d'installer en Guyane 250 à 300 familles vietnamiennes.

Cette position peut paraître choquante quand on connaît la détresse de ces réfugiés que bon nombre de pays refusent d'accueillir.

C'est la barbarie du monde capitaliste qui s'exprime dans la détresse des Vietnamiens, des Cambodgiens, de ceux de l'Inde ou du Bangla-Desh, des Palestiniens chassés de leurs terres par les Israéliens, eux-mêmes victimes de cette même barbarie auparavant. C'est le cycle infernal du système monstrueux créé par les capitalistes et les colonialistes d'un bout à l'autre de la planète.

Il reste que malgré tout cela le problème de l'accueil des réfugiés sur une terre d'asile demeure. C'est un problème immédiate et humanitaire. Et, si nous comprenons la position de la majorité de gauche du conseil général de Guyane, nous pensons en dernière analyse qu'elle n'est pas entièrement satisfaisante.

Cependant, il faut aussi remarquer dans les positions de la majorité du conseil général, un refus que l'on choisisse leur pays sans qu'ils aient été consultés, une réaction à ce qu'on a choisi dans le passé leur pays pour l'expérimentation de nombreuses opérations. Ils ne veulent pas que cela continue.

Si une partie de la population guyanaise est hostile à l'arrivée des réfugiés, c'est d'abord l'expression de sa méfiance et de

son désaccord avec les décisions désinvoltes du gouvernement colonial qui ne tient jamais compte de l'avis et des intérêts de la population guyanaise dans la politique qu'il mène. L'arrivée massive de la légion étrangère le centre spatial, l'installation des Hmongs, tout cela a été décidé par le pouvoir, sans, et même contre l'avis de la population guyanaise qui n'a que le droit de se taire et d'assister passive à tout ce qui est fait dans son pays.

Dans ce pays, les droits les plus élémentaires sont bafoués, la liberté d'expression est limitée s'il le faut par la force, et l'on met à l'index ou en prison tous ceux qui s'opposent plus ou moins fermement au pouvoir colonial.

Tout ce que le pouvoir colonial est d'ailleurs capable d'offrir aux Hmongs ou aux Vietnamiens ce sont des camps de réfugiés, un encadrement autoritaire, un régime restrictif.

La position de la majorité du conseil général de Guyane a offusqué le préfet de la Guyane qui n'a pas hésité à proférer des menaces à son encontre:

Il rendra publique en France et dans le Monde cette position qu'il a qualifiée «d'antihumanitaire».

Le représentant du gouvernement français en Guyane est bien mal placé pour donner des leçons d'humanitarisme à qui que ce soit car ce sont bien des puissances impérialistes qui par leurs sales guerres coloniales ont laissé ces pays d'Asie en ruines.

Le gouvernement français est un des premiers responsables du drame que vivent actuellement des milliers de réfugiés.

PAUL PERNETEL

«LES ENFANTS DE SOWETO» Ce n'est pas un roman mais un livre indispensable pour faire connaître les lois racistes, les lois de l'apartheid en Afrique. Y sont aussi présentées les luttes menées par les jeunes lycéens de Soweto, ville dortoir pour les noirs, luttes qui firent des centaines de morts parmi les jeunes en 1976. (Edition Stock).

SUR L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE.

D.T. NIANE

«SOUNDJATA OU L'EPOPEE MANDINGUE» (Edition présence africaine). Ce livre est le récit d'un griot (conteur africain) de l'édification de l'empire Mandingue au 13e siècle. Et on se rend compte que, contrairement à ce qu'affirment les colonialistes, les Africains avaient une brillante civilisation avant l'arrivée des blancs.

NOUVELLE CALEDONIE Succès électoral pour les Indépendantistes

Le 23 mai, le Parlement français sous les instances de Paul Dijoud (ministre des DOM-TOM) a décidé de dissoudre l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle Calédonie (TOM) sous prétexte qu'elle était bloquée.

En effet, les indépendantistes, majoritaires au sein du Conseil du gouvernement instance issue de l'Assemblée Territoriale, avaient refusé de voter le plan de réforme gouvernementale visant à maintenir la Nouvelle Calédonie dans la République Française.

En exigeant ces élections, Dijoud avait pensé trouver ainsi le moyen de renverser cette majorité au sein du Conseil du Gouvernement et de faire voter son plan de réforme.

La consultation électorale a donc eu lieu pour la mise en place d'une nouvelle assemblée. Ce scrutin a confirmé l'influence des indépendantistes au sein de la population canaque (habitants de la Nouvelle-Calédonie).

Dans ces élections, la droite a obtenu 58 % des voix, alors que la population d'origine européenne (cadres, CRS, bonnes soeurs) représente 40 % de la population et vote à droite. Les 35 % de voix obtenues par les indépendantistes proviennent uniquement de la population canaque.

Ainsi, malgré les artifices utilisés par Dijoud, la population canaque de Nouvelle Calédonie a dit oui à l'indépendance.

LIVRES SUR L'AFRIQUE

moeurs que dans la façon de cultiver les champs. Il se heurte à l'incompréhension des siens et à la haine des colonisateurs.

«LE DOCKER NOIR» Un docker africain raconte la dure vie des ouvriers immigrés qui travaillent sur le port de Marseille. Il se fait voler la paternité de ses écrits par une française de ses amis toujours peu scrupuleuse. (Edition Présence Africaine).

MONGO BETI

«LE PAUVRE CHRIST DE BOMBA» Une peinture vivante de la vie dans la mission catholique du village de Bomba en Afrique au temps de la colonisation française. Ce roman dénonce le travail forcé imposé aux colonisés pour en particulier la construction de routes. Il dénonce également le rôle de l'Eglise, la main dans la main avec les exploiters colonialistes. (Présence Africaine)

MARYSE CONDE

«HEREMAKHONON» Une jeune antillaise part en Afrique à la recherche de ses origines. Elle y comprend que face à l'exploitation, à la répression bourgeoise qu'elle trouve aussi dans l'Afrique indépendante, il faut prendre position. (Editions UGE collection 10-18).

L. VIEIRA

«LA VRAIE VIE DE DOMINGOS XAVIER» Le complet de Mateus:

Le complet de Mateus. La vie d'un militant nationaliste angolais, la torture, le courage et la détermination face aux colonialistes portugais. (Présence Africaine).

SUR L'AFRIQUE DU SUD

ANDRE BRINK

«AU PLUS NOIR DE LA NUIT» (édition Stock) Un intellectuel noir arrêté, torturé et condamné à mort pour avoir aimé une blanche et avoir été aimé d'elle. Ce roman véritable dénonciation de l'apartheid a été interdit en Afrique du Sud.

REVUE DE ROMANS SUR L'AFRIQUE ET LES TRAVAILLEURS AFRICAINS.

SEMBENE OUSMANE

«LE MANDAT» Ce roman raconte les tribulations d'un vieillard dans l'Afrique indépendante. Il se heurte à l'indifférence et à la morgue des nouveaux bureaucrates, africains cette fois, qui ont bien appris leur leçon à l'école des anciens colonialistes.

«VOLTAIQUE» Une série de nouvelles sur la vie de travailleurs africains tant en Afrique que dans l'émigration, leurs espoirs leurs désillusions. Une dénonciation de l'oppression de la femme, de la religion et des injustices sociales.

«XALA» L'histoire d'un fonctionnaire africain victime d'un «jeteur de sorts» pour avoir abusé de ses pouvoirs de haut fonctionnaire et avoir écrasé les pauvres de son pays.

«LES BOUTS DE BOIS DE DIEU» La grève des travailleurs africains dans les chemins de fer allant du Sénégal au Soudan en 1946. Ce livre montre comment les travailleurs, et entre autres les femmes, sont capables de s'organiser pour faire aboutir leur lutte.

«O PAYS MON BEAU PEUPLE» De retour de France après avoir fait la guerre 14-18 et s'être marié à une française, un africain rentre dans son pays et essaye de promouvoir des changements tant dans les

EMIGRATION LA SONACOTRA JETTE A LA RUE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Samedi 23 juin, les forces de police ont investi un foyer habité essentiellement par des travailleurs immigrés à Garges-les-Goneses dans la banlieue ouvrière du Nord de Paris. Les travailleurs résidents dans ce foyer et présents lors de l'expulsion ont été fouillés et frappés par les CRS venus en force au foyer, et ont été jetés dehors avec leurs effets.

Depuis quatre ans, les résidents de ce foyer sont en lutte comme dans la plupart des foyers Sonacotra pour s'opposer aux hausses de loyers et aux conditions d'hébergement médiocres compte-tenu du prix imposé. Dans ces foyers la société Sonacotra met en effet à la disposition des occupants une chambre ridiculement exigüe et un confort restreint. Ces foyers sont en outre régis par un règlement intérieur extrêmement sévère, avec contrôle des visites et heures de réception ainsi que par des responsables souvent racistes. Depuis le début de la grève le nettoyage et l'entretien ne sont généralement plus assurés. Cependant la Sonacotra n'a pas cessé d'annoncer des hausses exorbitantes.

Dans le foyer de Garges-les-Goneses, les travailleurs immigrés ont tenu bon. Après

leur expulsion, face à leur immeuble occupé par des CRS armés jusqu'aux dents, ils se sont installés et campent sur un terrain vague. Les CRS ne se sont pas sentis gênés de proposer à la population de Garges de signer une pétition réclamant le départ des résidents du terrain vague où ils se sont regroupés. Les habitants de Garges eux aussi confrontés à des hausses de loyers arbitraires et nullement en rapport avec leurs revenus ont refusé de signer cette pétition.

Mieux, ils soutiennent les résidents expulsés et participent à des réunions organisées par ces derniers.

Les résidents du foyer réclament notamment un statut de locataire, le droit d'être libres de recevoir qui ils veulent comme tous les travailleurs de France. Ils exigent également 100 F de baisse de loyer et la reconnaissance du Comité de coordination et des comités de résidents à l'intérieur des foyers. Ils veulent pour cela un engagement écrit de la Sonacotra. Ils ont raison.

La Sonacotra sait que les travailleurs immigrés de Garges n'ont pas d'autres choix que ses foyers s'ils ne veulent pas être sans logement et à la merci de contrôles policiers pouvant les conduire à la frontière. Elle connaît les faibles revenus de ces travailleurs et le racisme qui les éloignent des logements individuels, des appartements. Cette société rapace a pourtant besoin des travailleurs immigrés. Elle vit de leurs loyers et de subventions que lui octroie le gouvernement pour l'accueil de ces travailleurs. L'expulsion de Garges-les-Goneses n'en est que plus scandaleuse. Les travailleurs antillais en France qui sont nombreux dans la région de Garges doivent apporter leur soutien aux expulsés.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728